



© BERNARD DEMOULIN

Et vous? Seriez-vous prêt à accepter l'idée: exit les poubelles publiques, place à la responsabilisation... Notamment en emportant ses déchets lorsque l'on se rend dans la nature.

“L'écologie est avant tout une question politique”

Pierre André est philosophe, chargé de recherches FNRS à la Chaire Hoover d'éthique économique et sociale de l'UCLouvain. Il s'intéresse à l'éthique environnementale et en particulier à la justice climatique. Il pose un regard théorique sur cette question.

Faut-il supprimer les poubelles publiques pour réduire les déchets?

Cette mesure cherche à faire changer les habitudes des individus. On présume que les poubelles publiques inciteraient à jeter des débris à leur proximité. En outre, leur retrait serait supposément une incitation à réduire ses déchets pour ne pas subir le désagrément de les transporter. Il est en effet souhaitable de réduire la quantité de déchets non seulement sur la voie publique et en général. Mais alors on doit se préoccuper des conséquences réelles, pas seulement d'inculquer des vertus aux citoyens. Or, on peut se demander si les incitations et les amendes sont suffisantes pour modifier les habitudes. L'être humain n'obéit pas qu'à la rationalité économique mais à une pluralité de normes. Au Japon, où le nombre de poubelles publiques est très réduit depuis les attaques au gaz sarin des années

1990, une culture civique largement partagée joue probablement un rôle fondamental.

Cette politique a-t-elle d'autres implications éthiques?

Elle pose aussi une question de justice sociale. En effet, on peut penser que les poubelles publiques se rapprochent d'un bien public (non excluable et jusqu'à un certain point non rival) créé par la mutualisation des coûts. Les supprimer revient donc à privatiser une partie des coûts de ramassage en les faisant peser sur les particuliers. La réduction des dépenses publiques est d'ailleurs probablement aussi une motivation. D'un côté, cette privatisation des coûts permettrait de couper court à des attitudes de *free-riding*: qu'on songe par exemple à la vente de cafés à emporter qui se décharge du ramassage des gobelets jetables. De l'autre, cependant, la mutualisation des coûts par les autorités pu-

bliques présente souvent des avantages. Elle peut être plus efficace si elle permet de faire des économies d'échelle, comme avec le nettoyage de la voie publique. Cette solidarité peut aussi être jugée plus équitable si les dépenses publiques sont financées par des impôts progressifs. Certes, on

“Je ne peux pas me dire que j'ai accompli mon devoir en changeant de mode de vie, et me laver les mains de ce que nous faisons collectivement.”

Pierre André
Philosophe (UCLouvain)

peut croire que le coût pour les individus de la suppression des poubelles publiques est insignifiant. Néanmoins ce n'est pas forcément le cas pour tout le monde: comme le retrait des fontaines à boire ou des toilettes publiques, elle prive par exemple les sans-abri de l'accès à un bien critique pour eux.

Cette mesure serait-elle le signe que l'écologie engage un retour de la responsabilité individuelle?

C'est en effet un discours courant: face aux problèmes environnementaux, on a tendance à renvoyer les individus à leurs prétendus devoirs. On leur enjoint de faire leur part à travers

des écogestes: trier ses déchets, utiliser l'eau et l'énergie avec parcimonie, faire du vélo, etc. Cela peut être un moyen pour les États et les entreprises de se déresponsabiliser. Cela évacue aussi la question du juste partage des efforts. Toutefois, l'approche individuelle est plus ou moins pertinente selon les problèmes. Certes, un individu peut faire une contribution non négligeable en évitant de jeter un sac plastique dans la nature (qui ne finira pas dans l'estomac d'un animal marin) ou en n'infligeant pas de pollution sonore à ses voisins.

Cependant, de nombreux maux environnementaux sont des problèmes d'action collective à l'échelle mondiale, dont les causes et les conséquences sont diffuses. Le changement climatique en est bon exemple. Même en étant très vertueux, mes efforts ont un effet imperceptible sur les émissions mondiales de gaz à effet de serre s'ils ne sont pas largement suivis par les autres. Je ne peux donc pas me dire que j'ai accompli mon devoir en changeant de mode de vie, et me laver les mains de ce que nous faisons collectivement. Le changement climatique, comme la biodiversité, est avant tout une question politique.

Propos recueillis par écrits: BdO